

« Énergie : les Français loin des clivages partisans »



Jean-Marc Jancovici ()*

Vincent Michel,

Pour une raison curieuse, elle ne sort dans la presse que maintenant, alors qu'elle date de mai dernier. « Elle », c'est une enquête (une de plus !) sur les Français et l'énergie (menée auprès de 12 000 personnes par l'Ifop pour le compte d'Engie). Pour commencer, elle nous apprend... des choses que nous savions déjà, évidemment, par exemple que nos concitoyens et concitoyennes aiment le solaire et l'éolien, qui arrivent en tête de leurs énergies « préférées ».

Mais ce qui est neuf en la matière, c'est que cette préférence est plus forte pour les riverains des installations que pour les autres. Cet effet existait déjà pour les centrales nucléaires, et est donc le signe d'une forme de banalisation.

Ensuite, cette préférence est affirmée alors même qu'une majorité des répondants indique que les éoliennes font du bruit et détériorent le paysage, ou que les installations solaires au sol remplacent des terres agricoles et des forêts.

Pas d'énergie magique

Commencerait-on à se faire à l'idée qu'il n'y a pas d'énergie magique, et que tout est une affaire de contreparties ? Si oui, cela serait évidemment une

très bonne nouvelle, car cela permettrait de sortir des postures et de discuter sur les faits.

Ensuite, le pétrole et le charbon sont désormais les moins aimées des énergies. Paradoxe, évidemment, puisque dans le même temps, notre pays compte 40 millions de voitures, grandement appréciées par leurs utilisateurs. Le sondage n'explique pas cette légère subtilité.

Le gaz est désormais moins bien vu que le nucléaire, et ça aussi c'est nouveau : il y a quelques années, c'était l'exact inverse, de manière assez nette. Est-ce un effet collatéral de la guerre en Ukraine ? Le sondage ne le dit pas.

Les résultats montrent aussi la diminution du « clivage » entre nucléaire et énergies renouvelables qui, il y a quelques années encore, était celui qui était le plus exploité dans le monde médiatique. Une majorité de Français(es) considère désormais qu'il faut les deux, ce qui ouvre le vrai débat intéressant qui est la question des proportions.

Enfin, un petit nouveau fait son apparition en bonne place dans les préoccupations : la souveraineté énergétique de la France. Il se trouve que, pour un pays qui importe 99 % de son pétrole et 100 % de son gaz, et alors que ces deux flux sont déjà contraints à la baisse pour des raisons géologiques, décarbonation et souveraineté se rejoignent fortement. Bonne nouvelle, donc.

Ce qui ne se rejoint pas, c'est l'opinion de la population avec celle de leurs responsables politiques. Le fait que les avis de la population échappent largement aux clivages partisans est une très bonne nouvelle. Cela signifie qu'il serait possible de faire de la décarbonation/souveraineté un programme de coalition et une colonne vertébrale d'un projet politique rassembleur.

Cela devrait inciter nos parlementaires à se comporter en adultes responsables. En ce moment, ce ne serait pas du luxe.

(*) Ingénieur, consultant en énergie-climat, fondateur et président de The Shift project, co-auteur de la BD *Un monde sans fin* (Dargaud, 2021). Post publié initialement le 7 octobre sur le compte LinkedIn de l'auteur.